



**SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020**  
**DECISION N° 2020-027- DB**

<b>Date d'affichage :</b> <b>21 février 2020</b>		Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	19	<b>Membres présents en séance :</b>
Excusé(s) :	4	<b>Présents : (19)</b>
dont pouvoir(s) :	3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) :	0	<b>Excusé(s) : (4)</b>
Nombre de votants :	22	Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
Secrétaire de séance :		<b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)</b>
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
		<b>Absent(s) : (0)</b>

**ASSOCIATION UNIS CITÉ - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'ANNÉE 2020**

Le Service Civique permet à des jeunes de 16 à 25 ans, qui le souhaitent, de s'engager sur une période de 6 à 12 mois, pour une mission au service de la collectivité et de l'intérêt général.

Ce service peut être effectué auprès d'organismes à but non lucratif ou de personnes morales de droit public en France ou à l'international. Les missions confiées aux jeunes couvrent des domaines prioritaires pour la Nation et l'ensemble de la société tels que : la solidarité et la lutte contre l'exclusion, l'éducation, l'environnement, le sport et la culture, etc.

Le Service Civique unifie sous un statut homogène, lisible et simple, les principaux dispositifs de volontariat. Il simplifie également la procédure d'agrément pour les organismes d'accueil pour leur permettre de recruter plus facilement des volontaires. Il donne lieu à une indemnité et à une couverture sociale adaptée, prises en charge intégralement par l'Etat.

Le Service Civique est également valorisé dans le parcours de formation au travers du livret de compétences, des cursus universitaires et/ou de la validation des acquis de l'expérience.

Le dispositif est piloté par l'Agence du Service Civique, présidée par Béatrice ANGRAD.

En outre, des journées de formation citoyenne sont organisées.

De plus, chaque volontaire bénéficie d'un accompagnement à son projet professionnel. Des visites d'entreprises et des « journées découvertes métiers » peuvent avoir lieu. Chaque volontaire est accompagné pour la rédaction de son portefeuille de compétences valorisant ainsi ses savoirs, savoir faire et savoir être acquis pendant son volontariat.

Au regard des expériences soutenues par la communauté d'agglomération depuis 2010, l'intérêt de pérenniser cette action sur le territoire communautaire a été déterminé.

A cette fin, l'Association Unis Cité a recruté un salarié en emploi solidarité afin d'assurer la coordination du dispositif sur le territoire.

Une convention cadre pluriannuelle pour la période 2018-2021 a été passée entre la Communauté d'Agglomération et l'Association Unis Cité fixant les modalités mise en œuvre du dispositif par l'association Unis Cité et les modalités d'attribution des subventions versées annuellement. La subvention pour l'année 2020 s'élevant à 29 000 euros.

Chaque année 20 jeunes sont recrutés sur 8 mois, d'octobre (année N) à mai (année N+1), pour le développement et la mise en œuvre d'actions citoyennes en lien avec les partenaires locaux visant à sécuriser un temps de parcours pour chaque jeune.

**Aussi,**

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

**Vu** le budget primitif adopté par le Conseil Communautaire du 12 décembre 2019 prévoyant les crédits nécessaires à l'attribution d'une subvention de 29 000 euros à l'Association UNIS CITÉ ;

**Vu** la délibération n° 2018-083 DB du 21 juin 2018 approuvant la Convention cadre pluriannuelle pour la période 2018-2021 passée entre la Communauté d'Agglomération et l'Association UNIS CITÉ ;

**Considérant** l'intérêt de développer auprès des jeunes des actions permettant de sécuriser un temps de parcours nécessaire à l'insertion par l'emploi sur la période de octobre 2018 à juin 2021 ;

**Considérant** que chaque année 20 jeunes sont recrutés sur 8 mois, d'octobre (année N) à mai (année N+1), pour le développement et la mise en œuvre d'actions citoyennes en lien avec les partenaires locaux visant à sécuriser un temps de parcours pour chaque jeune.

**Il est proposé aux membres du Bureau Communautaire, après en avoir délibéré :**

**- D'ATTRIBUER ET DE VERSER** une subvention de fonctionnement à l'association Unis Cité de 29 000 euros au titre de l'année 2020, pour le développement et la mise en œuvre d'actions citoyennes en lien avec les partenaires locaux visant à sécuriser un temps de parcours pour chaque jeune ;

**- D'AUTORISER** le Président, ou son représentant, à signer tout document nécessaire en exécution des présents.

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 22 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances	7.5 Subventions – 7.5.3 Subventions accordées aux autres personnes morales de droit privé (associations...)
-------------------	------------	---

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*